

Actualité

On n'a pas de pétrole, mais on a des idées

Edition : novembre 2004

La Côte d'Ivoire est sous la menace d'une guerre civile.

Neuf soldats français sont morts dans une attaque menée par l'armée du président Laurent Gbagbo. La riposte de l'armée française, qui a détruit les avions et les hélicoptères du président, a amplifié une vague de sentiment anti-français que le gouvernement n'a guère découragée. Beaucoup de ressortissants français ont quitté le pays. Ils craignent pour leur vie. Mais l'armée française est mandatée par les Nations Unies pour s'interposer entre les forces du président Gbagbo et des forces rebelles au nord du pays. Sans la présence des Français, les risques d'une guerre sanglante sont énormes.

Comment en est-on arrivé là? À première vue, la France est la victime innocente de l'affaire, piégée dans un conflit qu'elle a essayé de résoudre. Les choses sont loin d'être aussi simples. Mais avant de passer à une analyse de la situation, il est bon de rappeler que la médiation en Côte d'Ivoire est un travail périlleux pour lequel il y a peu de candidats:

Il y a un grand nombre d'ambiguïtés effectivement dans cette affaire, c'est-à-dire que ce qu'il faut c'est des troupes internationales mandatées par l'ONU avec une politique de l'ONU, disons. Hélas, il n'y a pas beaucoup de pays qui sont prêts à fournir des milliers de militaires pour s'interposer dans un conflit dont on ne sait pas combien de temps il va durer. Donc la France s'interpose, c'est évidemment très ambigu.

Pierre Caminade représente Survie, une organisation spécialisée dans l'étude des relations entre la France et l'Afrique. Pourquoi parle-t-il d'ambiguïté? Il faut commencer par un peu d'histoire et revenir à la politique de Charles de Gaulle, qui fut président de la France pendant la grande période de décolonisation des années 50 et 60. De Gaulle a cédé aux mouvements d'indépendance par nécessité, mais a introduit une stratégie pour maintenir l'influence de la France sur le continent:

Il y a disons trois objectifs de cette politique mise en place par De Gaulle pour contourner les indépendances: le premier c'est le pillage, d'obtenir à un coût défiant toute concurrence les matières premières et énergétiques; ensuite il y a, disons, le rôle de la France dans le monde, la grandeur de la France: arriver à avoir une influence sur un plus grand nombre de pays, donc par exemple les ex-colonies restant sous contrôle, ça fait une quinzaine d'états clients qui votent systématiquement à l'ONU à l'Assemblée générale sur la même position que la France; et puis, bon, troisième objectif encore plus occulte, encore moins avouable qui est le financement donc du parti gaulliste à l'époque qui est devenu dans les années 70- 80 le financement de tous les partis de gouvernement donc, à l'exception des Verts qui visiblement n'ont pas touché à ça encore parmi les partis qui ont placé des ministres en France.

Les propos de Survie ont trouvé leurs preuves dans les révélations autour des nombreuses "affaires" judiciaires qui ont lié la classe politique française avec la corruption en Afrique:

On a une énorme illustration avec le procès Elf qu'on a présenté dans les médias people comme, bon, ben, une histoire de chaussures, de statuettes, de putain de la République comme elle s'est elle-même appelée², et en fait derrière ça ce n'est pas comme l'ont dit..., l'a dit la justice française un système qui s'est un peu perdu sur la fin, où on aurait floué le contribuable français, c'est une

affaire d'organisation de guerre secrète de géopolitique de la France. Elf a été créé dans les années 60 spécialement pour ça par la même personne qui avait fondé les services secrets français et le nucléaire français, Pierre Guillaumat, et

Elf a été créé truffé³

d'agents secrets et d'ex agents secrets français pour faire la politique de la France en Afrique et la politique de pillage du pétrole, et le système Elf, les affaires dont on a parlé dans ce procès, c'est l'affaire de l'organisation de la guerre du Congo Brazzaville et de la continuation de la guerre en Angola.

En Côte d'Ivoire, jusqu'à aujourd'hui, les choses se sont passées plus paisiblement, mais les objectifs étaient les mêmes:

En Côte d'Ivoire, eh bien, on a mis en place un Houphouët-Boigny bien conciliant et puis son successeur Henri Konan Bédié. Pourquoi? Eh bien parce qu'ils acceptaient d'accorder tous les grands monopoles des grands marchés et de l'extorsion du coton, du café, du cacao, etc. à des entreprises françaises uniquement. Ca n'est pas des affaires d'appel d'offres, il n'y avait aucun appel d'offres ou c'était que des... c'étaient des parodies d'appel d'offres. L'eau, les ports, le transport, l'électricité, le téléphone, tout était des monopoles d'entreprises françaises alors que leurs offres n'étaient absolument pas concurrentielles, par rapport à d'autres qui étaient faites. Et ça a été ça jusqu'à Gbagbo. Gbagbo a été plébiscité par les Ivoiriens sur un discours, une aspiration qui est de couper les liens avec l'ex-puissance coloniale qui reste puissance tutélaire. Lui, a fait des appels d'offres clairs, et les entreprises françaises étaient en train de perdre tous les marchés, des marchés majeurs. Bouygues aujourd'hui est à peu près exclu de Côte d'Ivoire. Bolloré est en train d'en sortir, c'est les deux principales entreprises auxquelles appartient la Côte d'Ivoire, si j'ose dire. Bolloré c'est tout... c'est la logistique des transports sur 90 pour cent du territoire africain, du transport de matière première - alors quand on voit que l'économie africaine c'est essentiellement l'économie de la rende, l'extraction des matières premières, du pétrole, etc., on imagine ce que c'est l'économie de leurs transports, c'est Bolloré qui gère tout ça, sur toute l'Afrique. Et sur la Côte d'Ivoire, en plus, il a acheté le café, le cacao, etc.

Gbagbo a commencé sa carrière politique, donc, avec un discours anticolonialiste classique, mais son régime est devenu de plus en plus sinistre ces dernières années:

Il a commencé au début des années 90, en 91, 92 à changer de discours. Jusque là il était dans un discours d'indépendance dans la tradition des pères de l'indépendance africaine, dans une tradition panafricaine, et là il s'est mis en 92 à développer des thèses de refermements, de replis sur soi. Se sont mis en place, donc, ses escadrons de la morts, on retrouve, comme au Rwanda la femme du Président qui est la réelle maîtresse des jeunes patriotes, des milices qui ont constitué des escadrons de la mort, qui ont été déjà coupables de nombreux massacres et pogroms. On a retrouvé des charniers...

D'où les paradoxes d'aujourd'hui. Toute la communauté internationale veut que quelqu'un s'interpose pour éviter le pire. Le seul pays qui se propose est la France qui, même avant ces derniers affrontements, a eu des relations très tendues avec Gbagbo et, qui plus est, a à défendre des intérêts qui lui sont propres:

La France a obtenu un mandat de l'ONU sur son intervention militaire, et effectivement elle joue sur tenter de ramener les partis sur une position qui lui fasse rétablir ses intérêts monopolistiques, industriels. Avec le conflit, le régime Gbagbo était en train de chasser Bolloré de la Côte d'Ivoire par des appels d'offres, eh bien, là, au début de l'année, Chirac a réimposé Bolloré à Gbagbo.

Le mélange des motivations de la France rend la situation complexe. Mais la gravité des dangers fait que Survie défend la présence française comme étant le moindre mal:

On se rappelle qu'au Rwanda on a commencé par faire fuir l'ONU en assassinant les casques bleus qui protégeaient la première ministre du gouvernement de coalition. D'abord faire fuir la communauté internationale, entre guillemets, et ensuite qu'est-ce qui se passe? Est-ce que Gbagbo va faire la paix alors qu'il a fanatisé tous ses partisans avec le slogan 40 pour cent

d'étrangers en Côte d'Ivoire, ça m'étonnerait beaucoup, c'est pour ça qu'on est quand même obligés de défendre une présence internationale et la France fournit les plus gros contingents d'interposition.

Et la solution idéale?

On attend que ça soit une médiation panafricaine, qui conduise la Côte d'Ivoire vers une réconciliation en tout cas, dans l'urgence, c'est éviter le conflit. Nous ne sommes pas très optimistes. Nous pensons que une solution pourrait émerger si vraiment l'Afrique arrive à imposer quelque chose à la Côte d'Ivoire mais il faut qu'il y ait une interposition qui subsiste, qu'il y ait une réconciliation nationale avec gouvernement transitoire, etc., peut-être sur d'autres bases que

Marcoussi⁴, peut-être que l'option optimiste, ça serait que plusieurs pays africains -et pas le Burkina Faso, parce qu'il fait partie de l'invasion-, que plusieurs pays africains considérés comme neutres, enfin neutres ou pas directement impliqués, l'Afrique du Sud, Nigeria, autres, je ne sais pas, mettent vraiment les moyens militaires de s'interposer pour remplacer la France, sous mandat de l'ONU, et qu'également le processus de réconciliation nationale se fasse sous le haut parrainage de hautes personnalités politiques africaines.

L'analyse de Survie est dure pour la France. Malgré tout, l'Afrique a besoin de partenaires, des nouvelles technologies, de la sécurité, des échanges commerciaux... et si tout cela venait de l'ancien pouvoir colonial, pourquoi pas?

Nous n'avons rien contre que le fait qu'il y ait des échanges commerciaux, enfin bien au contraire, qu'il y ait des échanges commerciaux entre les ex-colonies et tous les pays occidentaux y compris l'ex-pays colonisateur, ça n'est absolument pas un problème, tant que c'est un accord de partenariat sain ou du commerce. Mais le pétrole extorqué par la France au Congo-Brazzaville, ça n'est pas du commerce, c'est du pillage. On a renversé un pouvoir élu par une guerre civile qui a fait 100 000 morts, 600 000 déplacés, on a renversé un pouvoir élu pour mettre en place le dictateur qui fournissait le pétrole uniquement à la France et avec des prix défilants toute concurrence.

Certains défenseurs de la guerre en Irak n'ont guère caché leur plaisir de voir les difficultés de la France en Afrique. M. Caminade pense qu'il ne faut pas confondre les deux, même si on peut réfléchir sur deux histoires parallèles:

Avec l'Irak effectivement du point de vue de la légitimité de l'intervention ça n'a aucun rapport, mais il se trouve qu'on se retrouve en même temps avec le néocolonialisme américain militaire menacé par le borbier irakien en même

temps que le néocolonialisme français, la Françafrique⁵ est peut-être menacée de destruction pour le borbier ivoirien. Les causes, et les façons d'intervenir, la légitimité ne sont pas du tout pareilles, mais on a deux cas historiques qui mettront peut-être fin et à la Françafrique et à une partie de l'impérialisme américain.

Le travail de Survie est surtout connu à travers les livres de son président, François-Xavier Verschave.

On est partis sur un combat assez consensuel, qui consistait à demander une aide publique au développement française qui soit plus efficace, et on en est arrivés à la conclusion que c'est un peu le lubrifiant des mécanismes de pillage, qui jouent plus à contribuer au contre-développement par la mise en place, le soutien de dictatures amies de la France, la France n'est pas le seul pays à faire ça, les États-Unis sont assez experts aussi, mais on a une spécificité française dans ce style de rapport de domination géopolitique qui est le paternalisme dans ses relations et tout ce qu'il y a derrière ces dictateurs qui viennent régulièrement embrasser chaleureusement Chirac, et, oui, et ses prédécesseurs.

Liens:

Noir Silence - amazon.fr

La Françafrique - amazon.fr